



Avant-propos

par
Pierre Garello



Parce que le libéralisme est une philosophie politique, un projet pour vivre ensemble, en société, il éclaire d'une lumière nouvelle une multitude de problématiques. Et nous ne nous priverons pas, dans le Journal des libertés, d'explorer ces problématiques très diverses.

Des problématiques « classiques », fréquemment associées à la réflexion libérale, se retrouvent sans surprise dans ce nouveau numéro. Henri Lepage, dans la continuité de sa dernière contribution, s'interroge sur la transformation profonde qui s'est opérée sur les marchés financiers et sur l'impact que ces transformations peuvent avoir sur l'ordre monétaire mondial. Philippe Simonnot nous propose un recensement du dernier ouvrage de l'économiste Australien Brendan Brown qui s'interroge lui aussi sur la perspicacité des politiques menées par les banques centrales. Toujours dans le même registre, Sébastien Laye nous invite à prendre très au sérieux les thèses de Minsky sur l'instabilité des marchés financiers afin de ne pas recréer les conditions d'une nouvelle crise.

Pierre Garello est économiste, Professeur des Universités et Président de l'Institute for Economic Studies-Europe.



Mais l'actualité nous a conduits aussi à explorer des problématiques moins fréquentées. Doit-on, par exemple, suivre notre actuel ministre de la culture qui pense mieux asseoir le droit des femmes en imposant des quotas aux musées, aussi bien dans ce que ces musées offrent au regard et aux oreilles du public que dans la sélection du personnel de ces musées ? Pour Jean-Pierre Daviet et Pierre Grégory une telle proposition relève plus d'une idéologie déraisonnable que de la défense des droits individuels. Et que dire du projet de modification de notre Constitution pour y inscrire que « la France agit pour la préservation de l'environnement et de la diversité biologique et contre les changements climatiques » ? Jean-Philippe Delsol, lui aussi observateur vigilant de notre société, voit dans cette proposition la porte ouverte à « un affaiblissement de notre droit et de notre civilisation ». Il explique pourquoi.

C'est encore l'actualité du printemps dernier, et la publication par le Vatican d'un document sur les « Questions économique et les questions financières » qui nous a conduits à ouvrir un dossier sur « Catholicisme, Libéralisme et Ethique ». Le dossier est aujourd'hui constitué des contributions de Jean-Philippe Feldman, Jacques Garello et Jean-Yves Naudet auxquels viennent s'ajouter deux comptes rendus d'ouvrages qui nous permettent de découvrir ou redécouvrir deux grands libéraux catholiques : Lord Acton et Robert Sirico.

Nul doute que d'autres réflexions viendront enrichir, à l'occasion de nos futurs numéros, ce dossier sur les rapports entre catholicisme, libéralisme et éthique.

Le dossier sur la sécession, que nous avons ouvert avec le premier numéro, accueille une nouvelle contribution sous la plume de Bertrand Lemennicier. Après des réflexions qui portaient plutôt d'un souci de préserver les droits individuels -- en particulier contre les aspirations des gouvernants, Bertrand



Lemennicier mobilise la littérature économique, et en particulier la théorie des choix publics, pour comprendre qui a intérêt à un plus grand fractionnement des Etats. Ce travail minutieux de recherche vient compléter de façon fort heureuse notre panoplie d'arguments.

Enfin, il est possible de s'intéresser à l'actualité sans pour autant s'empêcher de poursuivre des réflexions plus générales. Dans ce numéro le philosophe italien, Angelo Petroni, explique pourquoi il est selon lui fondamental de ne pas abandonner la mission d'expliquer l'évolution culturelle à des penseurs qui suivraient entièrement une démarche holiste. Le faire reviendrait à miner entièrement notre défense des droits de l'individu. Il montre, en partant des travaux de Hayek et Leoni, comment l'évolution culturelle peut être appréhendée avec les outils de l'individualisme méthodologique. De son côté Jean-Pierre Centi revisite la pensée de Ronald Coase en recherchant les points, et ils sont nombreux, qui rapprochent cette pensée de la tradition dite « autrichienne ». C'est l'occasion pour lui de revenir sur une critique du principe pollueur-payeur et plus généralement de souligner les liens étroits qui rapprochent les réflexions des juristes et des économistes. Il serait intéressant par la suite de mettre en parallèle cette lecture de Coase que nous propose Jean-Pierre Centi avec la réflexion de Hans-Herman Hoppe -- qui accorde lui aussi une place primordiale à la propriété -- ; réflexion sur laquelle Pascal Salin attire notre attention à travers une recension de son ouvrage récemment traduit en français : « La grande fiction : l'Etat cet imposteur ».

Nous espérons que cette démarche consistant à établir des aller-retours — et des connexions — entre actualité et réflexion de fonds vous séduira et, surtout, permettra de mieux comprendre le libéralisme et de façonner des politiques cohérentes pour notre monde d'aujourd'hui. En attendant, je vous souhaite une bonne lecture.